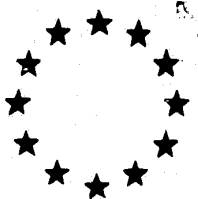


COUNCIL
OF EUROPE



CONSEIL
DE L'EUROPE

LEGAL AFFAIRS

AFFAIRES JURIDIQUES

EXCHANGE OF INFORMATION
ON
RESEARCH IN EUROPEAN LAW

ÉCHANGE D'INFORMATIONS
SUR
LES RECHERCHES EN DROIT EUROPÉEN

N° 7

STRASBOURG

1977

434660

GUIDE TO TITLES AND CONTENTS

1. Title of study or research
2. Laws with which the study or research is concerned
3. Type of work
4. Summary account
5. Name and address of Research Institute
6. Name and address of research worker(s)
7. Name of sponsoring international organisation
8. Starting Date
9. Expected date of completion
10. Expected date of publication, if any
11. Address from which the publication may be obtained
12. Supplier of information

NCJRS

1st July 1977
1er juillet 1977

OCT 72 1977

i ACQUISITIONS

EXCHANGE OF INFORMATION
ON
RESEARCH IN EUROPEAN LAW

ECHANGE D'INFORMATIONS
SUR
LES RECHERCHES EN DROIT EUROPEEN

This document is issued by the
Directorate of Legal Affairs
Council of Europe
Strasbourg
France

Ce document est publié par la
Direction des Affaires Juridiques
Conseil de l'Europe
Strasbourg
France

NOTE TO THE READER

1. In the first part of the Bulletin the information on studies and research projects are given in the alphabetical order of the States in which they are carried out. The information has been collected by means of a questionnaire addressed to specialised institutes and to law faculties; it covers the following: title of study or research, a brief summary thereof, persons in charge, the address to which correspondence should be sent, sponsoring or co-operating institutions, institutions or persons providing funds, commencing date and probable duration of the work, list of publications and the address where they can be obtained (see Guide to Titles and Contents). The information is given in the official languages of the Council of Europe, English or French; information submitted in other languages has been translated into one of the official languages by the Secretariat.
2. Two separate alphabetical indexes, one for research reports in English and another for research reports in French, are appended to the Bulletin in order to facilitate consultation. The numbers in the indexes indicate report numbers which appear at the upper corner of every page.

NOTE AU LECTEUR

1. Dans la première partie du Bulletin, les renseignements sur les études et projets de recherches en cours sont reproduits dans l'ordre des Etats d'origine. Les renseignements qui ont été recueillis à l'aide d'un questionnaire envoyé aux Instituts spécialisés et aux Facultés de Droit comprennent le titre de l'étude ou du projet de recherche, un bref résumé des travaux, la ou les personnes responsables, l'adresse à laquelle peut être envoyée la correspondance, l'organisme qui accorde son patronage ou sa collaboration, l'organisation ou la personne qui contribue financièrement, la date du début et le terme probable des travaux, l'indication des publications et l'adresse où ces publications peuvent être obtenues (voir Légende). Les informations sont données soit en anglais, soit en français, les langues officielles du Conseil de l'Europe; les renseignements fournis dans d'autres langues ont été traduits dans l'une de ces langues par les soins du Secrétariat.
2. Deux index alphabétiques distincts, l'un pour les rapports de recherches en Anglais, et un autre pour les rapports de recherches en Français, sont annexés au Bulletin afin d'en faciliter la consultation. Les chiffres dans les index indiquent les numéros donnés aux rapports tels qu'ils figurent en-haut de chaque page.

GUIDE
TO TITLES AND CONTENTS

1. Title of study or research
2. Laws with which the study or research is concerned
3. Type of work
4. Summary account
5. Name and address of Research Institute
6. Name and address of research worker(s)
7. Name of sponsoring international organisation
8. Starting date
9. Expected date of completion
10. Expected date of publication, if any
11. Address from which the publication may be obtained
12. Supplier of information

LEGENDE

1. Titre de l'étude ou des recherches
2. Droits sur lesquels portent l'étude ou les recherches
3. Nature de travail
4. Brève analyse de l'étude ou des recherches
5. Nom et adresse de l'Institut de Recherche
6. Nom et adresse du ou des chercheurs
7. Nom de l'organisation internationale pour le compte de laquelle la recherche est entreprise
8. Date du début des travaux
9. Date de la fin des travaux
10. Date probable de la publication
11. Adresse à laquelle la publication pourrait être obtenue
12. Source des renseignements

PART I
1ère PARTIE

CURRENT RESEARCH PROJECTS AND
STUDIES

PROJETS DE RECHERCHES EN COURS ET
ETUDES

(1)

Austria

1. International Social Security Law
2. International law, treaties between European countries
3. Part of a "System of Austrian Social Security"
4. Analyses of leading aspects in treaties between European countries.
5. Universität Wien
Institut für Arbeits- und Sozialrecht
A - 1010 Wien,
Liebiggasse 4.
6. Univ. Prof. Dr. Walter Selb
UniversitätsstraÙe 2
1090 Wien
- 7.
- 8.
- 9.
10. 1978
11. See 6.
12. See 6.

1. Les mineurs dans le droit des sociétés
2. Le droit des pays suivants: la Belgique, la Luxembourg, La France, les Pays-Bas et l'Allemagne de l'Ouest.
3. Thèse de doctorat
4. L'étude comporte deux grandes parties. Dans la première partie les problèmes qui on trait à la gestion des biens des mineurs en général sont examinés. La situation des mineurs y est étudiée, aussi bien quand ils sont soumis à l'autorité parentale que quand ils sont soumis à la tutelle. Ce premier travail constitue un cadre de référence pour la second partie, qui contient l'essence de la thèse.

La second partie a trait aux difficultés qui naissent de la présence de mineurs dans des sociétés (civiles ou commerciales). Trois hypothèses sont envisagées:

1. l'entrée des mineurs dans une société;
2. le mineur en tant qu'associé (droits et devoirs), et
3. le mineur à la tête de la société.

Cette étude compare le droit de la Belgique, du Luxembourg, de la France, des Pays-Bas et de l'Allemagne de l'Ouest. Après une analyse de lege lata, des propositions de réforme seront formulées.

5. Faculté de droit de la Katholieke Universiteit te Leuven, Collegium Falconis, Tiensestraat 41, B - 3000 Louvain, Belgique.
6. Rudi Gotzen Tervuursevest, 123/15 B - 3030 Beverlee Belgique
- 7.
8. Janvier 1976
9. Fin 1979

(2)

BELGIQUE

10. Fin 1979

11. Tervuursevest, 123/15
B - 3030 Heverlee
Belgique

12. Rudi Gotzen
Assistant de recherche à la Katholieke Universiteit
te Leuven

(3)

BELGIQUE

1. La tutelle des mineurs: pratique actuelle et réforme
2. Belgique, France, Pays-Bas, Allemagne de l'Ouest, Luxembourg
3. Recherches sous contrat subsidiées par le Fonds de la recherche fondamentale et collective
4. Ayant constaté que le droit positif belge concernant la tutelle des mineurs n'a guère évolué depuis son origine (Code Napoléon), malgré les changements progressifs intervenus dans l'organisation sociale, l'appréciation des biens mobiliers et immobiliers, le rôle de la famille, ..., nous avons estimé qu'une étude du droit belge de la tutelle et de son avenir s'impose.

L'étude entreprise comporte deux volets. D'une part elle tend à constater dans quelle mesure les règles légales sont suivies dans la pratique. Pour réaliser cet objectif des enquêtes sont effectuées auprès des praticiens du droit de la tutelle (juges de paix, notaires, ...). D'autre part une analyse fouillée du droit des pays européens limitrophes est entreprise afin de trouver des solutions nouvelles aux problèmes qui se posent en Belgique. En effet, le but final de cette étude est de formuler un projet de réforme de la législation belge sur la tutelle des mineurs.

5. Instituut voor Familierecht.
Rechtsfakulteit K.U.L.
College De Valk,
Tiensestraat 41,
B - 3000 Leuven,
Belgique.
6. Prof. J. M. Pauwels Instituut voor Familierecht
R. Gotzen College De Valk
H. Nuytinck Tinsestraat 41
 B - 3000 Leuven
 Belgique
- 7.

(3)

BELGIQUE

8. 1 octobre 1975
9. 31 décembre 1979
10. fin de l'année 1979
11. Instituut voor Familierecht, College De Valk,
Tiensestraat 41, B - 3000 Leuven, Belgique.
12. H. Nuytinck, chercheur.

1. Législation en matière de Transfusion sanguine
2. Droits nationaux dans les pays membres du Conseil de l'Europe et éventuellement autres
3. Sujet à l'ordre du jour au Sous-Comité des Spécialistes des problèmes sanguins près du Conseil de l'Europe et publications diverses dans des réunions internationales
4. L'importance de la Transfusion sanguine en thérapeutique a amené les milieux médicaux et juridiques à se pencher sur le problème. La Transfusion sanguine concerne les domaines éthique, juridique et social comme celui de la Santé publique. En raison de l'origine humaine de cette substance thérapeutique qu'est le sang, elle concerne à la fois le donneur et le receveur et il y a donc lieu de garantir la sécurité de ces personnes dans le cadre d'une législation.

De plus, le sang étant une substance d'origine humaine, il ne peut faire l'objet d'une commercialisation.

5. Université de Liège, Faculté de Médecine,
Centre de Transfusion sanguine
(Professeur A. ANDRE)
41, rue Dos Fanchon,
4020 Liège
Belgique.

6. Professeur Armand ANDRE
Université de Liège,
41, rue Dos Fanchon,
4020 Liège
Belgique

Service de Médecine légale et de Transfusion sanguine

Professeur HASSIG
Directeur du Laboratoire Central du Service de
Transfusion sanguine de la Croix-Rouge suisse,
case postale 10 0
3000 Berne 22
Suisse

(4)

BELGIQUE

Docteur HANTCHEF,
Directeur médical de la Ligue des Sociétés
de la Croix-Rouge
Chemin des Crts, 17
1211 - Genève 19
Suisse.

7. Part-time: Conseil de l'Europe, Sous-Comité des
Spécialistes des Problèmes sanguins
8. 1970
9. impossible à déterminer
- 10.
11. Service de Transfusion sanguine,
Université de Liège
41 rue Dos Fanchon,
4020 Liège
Belgique.
12. Docteur A. Andre, Professeur ordinaire à la Faculté
de Médecine de l'Université de Liège
Directeur de l'Institut de Médecine légale
Directeur du Centre de Transfusion sanguine de la
Croix-Rouge et de l'Université.

(5)

BELGIQUE

1. Le Droit à la liberté et à la Sûreté. Etude comparative des applications de l'article 5 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme
2. Droit des pays ayant ratifié la Convention Européenne des Droits de l'Homme
3. Recherches sous contrat quart-temps à l'U.L.B., pouvant donner lieu à une thèse de doctorat
4. - établissement d'un bilan critique de l'impact de l'article 5 de la Convention dans les pays membres du Conseil de l'Europe

- pour ce faire:

1. comparaison entre les motivations généreuses et historiquement explicables des rédacteurs de l'article concerné et l'esprit dans lequel les Etats membres en assurent l'application
 2. analyse des interprétations qu'en ont données les pouvoirs judiciaires et détermination du sens profond de celles-ci
 3. évocation de certains problèmes soulevés par l'article concerné, auxquels les jurisprudences actuelles ne fournissent pas de réponse
 4. esquisse des solutions possibles tant sur le plan des textes que sur celui de la mentalité
5. Institut d'études Européennes de l'U.L.B.,
Avenue Franklin Roosevelt 39,
1050 Bruxelles
Belgique
 6. Emile M. Knops,
Avenue des Lucanes 39,
1170 Bruxelles
Belgique

(5)

BELGIQUE

7.

8. 1er avril 1973

9. 30 septembre 1978

10. à fixer

11. non encore connue

12. Emile M. Knops,
Chargé de Recherches à l'I.E.E.

1. **Le Droit de la Représentation Commerciale.**
Etude comparative et critique du statut des représentants salariés et des agents commerciaux.
2. Allemagne, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Luxembourg.
3. Recherche sans contrat
4. Comparaison "horizontale" des statuts juridiques des représentants salariés et des agents commerciaux chez les "Six".
 - Tome I - objet, but et plan de l'étude;
textes en vigueur (livre préliminaire)
 - la représentation commerciale (livre I)
 - le représentant salarié et l'agent commercial (livre II).
 - Tome II Vol. 1: La formation du contrat de représentation commerciale (livre III)
Vol. 2: L'exécution du contrat de représentation commerciale (livre IV)
 - Tome III - la cessation du contrat de représentation commerciale (livre V)
 - questions spéciales (livre VI)
5. Centre interuniversitaire de droit comparé
Bld de Waterloo, 103
1000 Bruxelles
6. Axel de THEUX
Place des Carabiniers, 10
Bte 20
1040 Bruxelles
Belgique

(6)

BELGIQUE

7.

8. 1969

9. - Tome Ier: publié dans la collection du Centre
interuniversitaire de droit comparé
(voir 5) fin 1975.
- Tome II: vol. 1: à l'impression; publication
prévue pour fin 1977.
- vol. 2: publication prévue pour fin 1978
- Tome III date de publication non encore prévue

10.

11. Centre interuniversitaire de droit comparé
Bld de Waterloo, 103
1000 Bruxelles
Belgique

12. Axel de THEUX
Chercheur associé au Centre interuniversitaire de droit
comparé, Premier assistant aux Facultés Universitaires
Saint-Louis à Bruxelles

(7)

DANEMARK

1. Les règles concernant la fin du contrat de l'agence commerciale et de la concession d'exclusivité
2. Les pays scandinave, Allemagne, France, les pays Benelux et Italie
3. manuel
4. Le travail porte sur les causes de résiliation et la réglementation sous forme de commission, indemnités pour la perte de clientèle et dommages-intérêts
5. Institute of European Market Law,
Copenhagen School of Economics and Business Administration,
10, Jul. Thomsens Plads, DK - 1925 Copenhagen V,
Denmark.
6. Elisabeth Thuesen, Institute of European Market Law.
- 7.
8. 1974
9. 1978
10. 1978
- 11.
12. Elisabeth Thuesen, senior lecturer

1. La Protection des Actionnaires Externes dans les Groupes de Sociétés en France et en Allemagne
2. Droits Français et Allemand
3. Thèse de Doctorat
4. La première partie est consacrée aux techniques de concentration des entreprises et à l'examen des dangers qu'elles peuvent présenter pour les actionnaires externes.

La seconde partie concerne les différentes formes de rupture de l'égalité des actionnaires dans la vie des groupes et le rétablissement de cette égalité.

La méthode adoptée est celle d'une confrontation constante des deux droits pour la mise en évidence des enseignements à tirer de l'expérience d'une réglementation propre aux groupes de Sociétés.

5. Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université de DIJON.
6. Michel BÉJOT
16 Rue de Gray
21000 Dijon
France
- 7.
8. Janvier 1972
9. Mars 1974
10. Juin 1976 - Etablissements Emile Bruylant
67 rue de la Régence
Bruxelles 1000
Belgique
11. voir 10
12. Michel Béjot
Docteur en Droit, M.C.J. (N.Y.U.)

(9)

FRANCE

1. Le contrôle des concentrations d'entreprises dans la CEE.
2. Droit français et allemand, droit Communautaire
3. Thèse de Doctorat de 3eme cycle
4. I. Contrôle a priori des concentrations
II. Contrôle a posteriori des concentrations
- 5.
6. M. Joseph TAMBA
- 7.
8. décembre 1976
9. printemps 1978 (?)
- 10.
11. Faculté de Droit, 15 quai d. Bernard
69007 Lyon
France
12. Joanna Schmidt, Maître-Assistant de Droit privé
(Directeur de recherches)

(10)

FRANCE

1. L'imposition du Capital et de ses manifestations:
Diversité des techniques et conception d'une politique
d'harmonisation.
2. Droit Fiscal: Imposition de la Fortune, des Patrimoines,
des actifs réels ou financiers, du capital social et des
plus values; Droits de mutation, succession et donation;
Impôt foncier et impôts permanents (annuels) sur la
fortune personnelle (Allemagne, Luxembourg).
3. Thèse de Doctorat d'Etat.
4. Eléments doctrinaux relatifs à l'I/C: les principes
classiques, les idées socialistes, les propositions modernes

Historiques et évolutions:

- . des droits de succession sur la fraction d'héritage;
- . des prélèvements extraordinaires et massifs sur le
capital;
- . des impôts de récupération des plus-values foncières
et immobilières;
- . des droits de transferts avec contrepartie;
- . des impôts annuels sur la fortune personnelle:
Vermögensteuer, annual wealth tax;

Notions d'imposition du capital: impôt réel ou
personnel; annuel ou exceptionnel

Principes d'imposition: le rendement, la justice,
l'efficacité, administration

Définition, conceptualisation et évaluation du capital
"matière imposable": objectifs, moyens, problèmes.

Comparaison des systèmes et outils fiscaux des pays
membres de la C.E.E. et de pays étrangers à la
Communauté en ce qui concerne l'imposition du capital.
Analyse des incidences et effets sur le développement,
les structures et les comportements.

(10)

FRANCE

Conséquences de l'application des impôts aux plans financier, économique et social.

Vers un modèle idéal, efficace, juste et plus rentable.

- - sophistiqué: la prise en compte d'une assiette compréhensive.
- - homogène et complet: Accessions Tax, Lifetime Capital Receipts Tax

Problèmes: de l'estimation et d'évaluation,
d'administration, d'équité
de rendement, de concentration et de
rédistribution des patrimoines.

5. Centre d'Etudes Fiscales Internationales - UER -
Droit et Sciences Economiques - 34, av. R. Schuman -
06000 NICE.
6. Haÿ Jean-Loup - C.E.F.I. - UER Droit et Sciences
Economiques - av. R. Schuman - 06000 NICE
adr. pers. 20, rue Delille - 06000 NICE.
- 7.
8. 1970
9. septembre 1976
10. après soutenance, courant 1977.
11. voir no. 6.
12. Jean-Loup Haÿ, Assistant à l'Université de Nice
et au Centre d'Etudes Fiscales Internationales
20, rue Delille, 06000 NICE (France).

(11)
FRANCE

1. Le regroupement communal
2. France Belgique
3. Thèse de doctorat, sous la direction du
Dr. François LEROY
- 4.
5. Faculté des Services Juridiques de Lille
S.I. 19, rue de Lille - 59650 VILLENEUVE d'ASCQ.
6. LENGART François,
7, rue Dupay, DUNKERQUE.
- 7.
8. 1er décembre 1975
- 9.
- 10.
- 11.
12. André LEGRAND
Professeur Faculté des Science Juridiques de Lille

(12)
FRANCE

1. La crise de la criminologie
2. Droits français, anglais, américain, soviétique, suédois, africain, musulman,
3. recherche en équipe dans le cadre du DEA de sciences criminelles
4. Après un exposé général chaque équipe a plus spécialement étudié les problèmes particuliers à chaque pays. Une synthèse vient clore le travail.
5. Institut de droit européen et de droit comparé
9 rue Jean Macé, RENNES.
6. Madame Leprêtre, Documentaliste Institut de droit comparé
9 rue Jean Macé, RENNES.
7. Société internationale de criminologie
Association internationale de droit pénal
8. Novembre 1976
9. Juin 1977
10. Manque de crédit pour la publication
11. Institut de droit comparé, 9 rue Jean Macé, RENNES.
12. Madame Leprêtre, Documentaliste.

(13)

FRANCE

1. Les instruments juridiques de la politique foncière des villes. (Etudes de droit comparé).
2. Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse.
3. Rapports préparatoires au Colloque de Dijon des 21-22 avril 1977
4. A partir d'un questionnaire et de la réponse française un certain nombre de professeurs étrangers ont été invités à analyser les principaux instruments juridiques de la politique foncière des villes: droit d'expropriation, droit de préemption, réquisition d'achat, cession gratuite, interdiction de bâtir.
5. Institut de droit comparé, 4 bld. Gabriël, 21000 DIJON, France.
6. Professeur Michel FROMONT
44, rue des MARUZOTS
21000 DIJON
7. Centre français de droit comparé, rue Saint-Guillaume, 75007 PARIS.
Ministère de l'Equipement, avenue de Passy, 75016 PARIS.
8. 1974
9. 1977
10. 1977
11. Etablissements BRUYLANT
rue de la Régence 67
BRUXELLES 1000
12. Professeur Michel FROMONT (Université de Dijon).

1. Une douzaine d'études consacrées à un problème spécifique de Fiscalité dans la CEE (France, Italie, Belgique, RFA, Luxembourg, Pays-Bas, Angleterre, Irlande), en deux collections: "Taxe sur la valeur ajoutée" et "Impôts sur le revenu et sur les sociétés".
2. Les différentes études "JURIF" portent soit sur un problème de droit fiscal national envisagé dans les différents pays de la CEE, soit sur une question de droit fiscal international (comme l'évasion fiscale) dans la CEE.
3. Ouvrages rédigés par une équipe de spécialistes internationaux sous la direction de Pierre FONTANEAU, Agrégé des Facultés de Droits et des Sciences Economiques.
4. Les ouvrages s'adressent à toute personne désireuse d'approfondir un point précis et limité de fiscalité dans la CEE. Analyses synthétiques et détaillées, sur un problème donné de fiscalité comparée, les études JURIF - présentées sur feuilles mobiles et mises à jour régulièrement - sont les premières recherches à l'intérieur de la Communauté établissant un parallèle rigoureux sur un thème déterminé, à savoir:
 - le régime fiscal des frais généraux dans la CEE
 - le régime fiscal des stocks dans la CEE
 - le régime fiscal des provisions dans la CEE
 - le régime fiscal des amortissements dans la CEE
 - le régime fiscal des plus values dans la CEE
 - les modalités d'imposition du revenu des personnes et des sociétés dans la CEE
 - l'évasion fiscale internationale
 - les systèmes comparés de TVA dans la CEE (3 études)
 - les taux de TVA par produits dans la CEE

(14)

FRANCE

- les régimes spéciaux d'imposition à la TVA dans la CEE
 - les régimes de TVA pour les opérations avec l'Etranger dans la CEE.
5. Société JURIF
(société d'Etudes Juridiques Internationales et Fiscales),
51 Av. Victoria, 06000 NICE, France.
6. M. P. FONTANEAU, Professeur à la Faculté de Droit
et de Sciences Economiques de NICE.
- M. M. MUSSO, Assistant à la Faculté (Nice).
- M. R. TELLER, Maître-Assistant
- M. P.M. FONTANEAU, Diplômé d'Etudes Supérieures
Spécialisées de Fiscalité International.
- M. T. HERMANN, Diplômé d'Etudes Supérieures
Spécialisées de Fiscalité International.
- 7.
8. 1972
9. De nouvelles études sont en préparation (e.g.
le "Control Fiscal" dans les pays de la CEE"),
et les Etudes JURIF (i.e. juridiques internationales
et fiscales) sont mises chaque année à jour.
10. Etude JURIF sur le "Contrôle Fiscal" dans les pays
du Marché Commun - 1978.
11. "Les Cahiers Fiscaux Européens",
51, Avenue Victoria, 06000 NICE, France
(Tel. (93) 81.03.26).
12. M. HERMANN Thierry, rédacteur.

1. The trial in Spanish criminal procedure
2. Spain, England, Austria, France, Germany
3. Doctoral thesis
4. Survey of criminal procedure in Spain, influences of English, Austrian, French and German criminal procedure on the Spanish Law of criminal procedure (1882), the actual system of the trial (guilty plea, cross-examination, contempt of court, confirmation of the wrong, protection of the accused) and some comparisons with the trial in Germany.
5. Max-Planck-Institute for foreign and international penal law, Günterstalstrasse 72, D-7800 Freiburg i. Br. Germany.
6. Thomas Volkmann-Schluck
Max-Planck-Institute for foreign and international penal law, Günterstalstrasse 72, D-7800 Freiburg i. Br., Germany.
- 7.
8. 1. 1. 1976
9. 31.12.1977
10. 1978
11. See no. 6
12. Max-Planck-Institute for foreign and international penal law, Günterstalstrasse 72, D-7800 Freiburg i. Br., West Germany.

1. Real Estate Mortgage in the countries of the EEC
2. The laws of all member countries of the EEC
3. Research under contract of the EEC
4. The work is divided into two main parts, the first comprising a comparative, analytical survey of the law of all member states, the second developing ideas for a harmonisation of the laws.
- 5.
6. Prof. Dr. Ulrich Drobnig, Max-Planck-Institute for Foreign Private and International Private Law, Mittelweg 187, D-2000 Hamburg 13.
7. Commission of the EEC, Brussels
8. 1970
9. 1978
10. 1979
11. Commission of the EEC, Brussels
12. Prof. Drobnig (see no. 6).

Rép. Féd. d'Allemagne

1. Les privilèges des salariés dans les procédures de faillite et de règlement judiciaire
2. Droits français (y inclus l'ancien droit) et allemand
3. Thèse de doctorat en droit
4. Il s'agit d'une analyse des tentatives faites en France depuis le Moyen Age jusqu'à la législation très récente, de protéger le salarié en cas de faillite, cession d'entreprise et règlement judiciaire. L'évolution d'un régime parallèle en Allemagne sera juxtaposée.
5. Juristisches Seminar, Universität Kiel,
D-2300 KIEL, Allemagne.
6. Jens-Olaf BUHR
Bocksberg 1
D-2351 FUHLENDORF
Allemagne
- 7.
8. Mai 1973
9. Mai 1977
10. 1978
11. Fachbereich Rechtswissenschaften, Universität Kiel,
D-2300 KIEL, Allemagne
12. Eugen D. GRAUE, Professeur à la Faculté de Droit de KIEL.

1. The best interests of the child in placement proceedings
2. Federal Republic of Germany; German Democratic Republic; Switzerland; France; England; USA.
3. Professorial Thesis (Habilitation)
4. Discussion and examination of the criteria which are considered as constituting the "best interests of the child" in situations, where the breakdown of the prior family setting poses the problem of the child's placement. Discussion and evaluation of the legal standard "best interests of the child", especially its function with respect to conflicting interests.
Comparison primarily of the case law in the above-mentioned countries, including the psychological and other non-legal aspects discussed in each country.
5. Universität Augsburg, Eichleitnerstrasse 30, 8900 Augsburg, West Germany.
6. Dr. Michael Goester, Dorffeldstr. 8, 8901 Wulfertshausen, West Germany.
- 7.
8. 1976
9. 1979
10. 1980
- 11.
12. See no. 6.

(19)

FED. REP. OF GERMANY

1. The Disposal of old cars in Germany and Italy
2. German and Italian law
3. doctoral thesis
4. Legal and practical problems of pollution by old and wrecked cars in Germany and Italy
5. Rechtswissenschaftliche Fakultät der Albert-Ludwigs-Universität
D-7800 Freiburg i.Br.
Germany.
6. Rechtsanwalt Thomas DOMS
D-7815 Burg
Ansitz Brandenburg
- 7.
8. 1972
9. 1977
10. 1977
11. Rechtswissenschaftliche Fakultät der Universität Freiburg
- 12.

1. The region and the middle level in public administration.
2. France, Great Britain, Italy, Spain, Sweden, Yugoslavia, Poland Federal Republic of Germany.
3. Results of the Symposium "Regionalisation and organisation of the middle level in public administration".
4. Description of the middle level of administration and of the regions in the different countries and their relations to each other. Types of division and criteria for their size. Another part deals with the tasks, the organisation and finances.

Finally there is a report on the discussion concerning reports from all participating countries.

5. German section of the International Institute for Administrative Science in Connection with the Chair for Public Law and in particular Constitutional and Administrative Law and administrative theory of the University of Regensburg.
6. Prof. Dr. Claude Goyard, Montpellier
Prof. Dr. Nevil Johnson, Oxford
Prof. Dr. Aldo Piras, Rome,
Prof. Dr. Laureano Lopez Rodo, Madrid
Regeringsrat Kurt Holmgren, Stockholm
Prof. Dr. Velimir Ivancevic, Zagreb
Prof. Dr. Slavoljub Popovic, Nis/Belgrade
Doz. Dr. Janusz Ketowski, Warsaw
Prof. Dr. Franz Mayer, Regensburg.
- 7.
- 8.
- 9.
10. 1977
11. Prof. Dr. F. Mayer,
Universitätsstr. 31
D-8400 Regensburg.
12. Prof. Dr. Franz Mayer

(21)

FED. REP. OF GERMANY

1. Rights in immovable property in member States of the European Communities.
2. Belgium, Germany, France, Italy, Luxembourg, the Netherlands.
3. Research under contract.
4. Comparative analysis of the six legal systems. Proposals for harmonisation of the law of rights in immovable property.
5. Max-Planck-Institute for Foreign and International Private Law, Hamburg 13, Mittelweg.
6. Prof. Drobnig, Max-Planck-Institute for Foreign and International Private Law, Hamburg 13, Mittelweg.
7. Commissioned by the European Communities.
8. 1969
9. 1976
- 10.
- 11.
12. Prof. Drobnig.

FED. REP. OF GERMANY

1. Retribution accorded to victims of violence in England, Austria and the Federal Republic of Germany
2. Criminal Injuries Compensation Scheme (English)
Law on retribution to victims (German)
Austrian laws.
3. Doctoral thesis.
4. Presentation of the three different schemes, their origins and developments; comparison of the results obtained and in particular investigation of the decision making policy in handling the individual cases.
5. Max-Planck-Institute for Foreign and International Penal Law.
6. Ulrike Weintraud,
Stühlingerstrasse 12, 7800 Freiburg i. Br.,
Fed. Rep. of Germany.
- 7.
8. 1.9.76 (but the English scheme has been under investigation in the academic year 1973/1974 in Oxford and the results have been presented as a thesis for the diploma in law).
9. Spring 1978
- 10.
11. See No. 5.
12. See No. 6. (Assessor).

FED. REP. OF GERMANY

1. The execution of State functions by private persons under the law of the European Communities.
2. a. Article 55, para. 1, EEC Treaty.
b. Administrative law of the EEC member States concerning the execution of State functions by private persons.
3. Doctoral thesis.
4. The aim of this work is the description of the different forms of administrative competences which can be taken over by private persons under the different European legal systems. In addition to an interpretation of Article 55 of the EEC Treaty, a comparative study of these principles in the different legal fields of the member States is carried out with this in view.
5. Faculty of Law, University of Bielefeld, Universitätsstrasse, D-48 Bielefeld 1, Fed. Rep. of Germany.
6. Prof. Dr. Udo Steiner
Prof. Dr. Jochen A. Frowein
Wiss. Assistent Jürgen Kranz
Address: see No. 5.
- 7.
8. 1976
9. End of 1977
10. not yet known
11. see No. 5
12. Jürgen KRANZ, Assistant.

FED. REP. OF GERMANY

1. Charges having equivalent effect as customs duties, in the law of the European Communities.
2. European Community Law and Law of the member States
3. Doctoral thesis
4. The research deals with the term "charges having equivalent effect as customs duties".

The author tries to give an answer to the problems of interpretation and application. He wants to show how to enforce the interdiction of such charges which are barriers to free trade contrary to the Community law.

- Some aspects:
1. Characteristics, essential criteria of the term
 2. Demarcations (taxes, fees, parafiscal duties and state subsidies).
 3. Definition
 4. Purview (free trade between member countries, common agriculture market, common tariff, protection clauses)

A main element of the research is the analysis of the jurisdiction of the European Court of Justice.

5. Faculty of Law of the University of Tübingen, Wilhelmstrasse 7, D 74 Tübingen 1, Fed. Rep. of Germany.
6. Dr. Joachim Kohler
Walkstrasse 68, D 7080 Aalen.
7. EC-Commission in Brussels (assisting with materials and information).
8. January 1974
9. April 1976
10. October 1977

(24)

FED. REP. OF GERMANY

11. Publishing House Duncker & Humblot
Dietrich-Schäfer-Weg 9
D 1000 Berlin 41

Publication in "Tübinger Schriften zum internationalen
und europäischen Recht"

12. Prof. Dr. iur. Thomas Oppermann,
Fachbereich Rechtswissenschaft der Universität Tübingen

Prof. Dr. Dr. Klaus-Jürgen Hopt,
Fachbereich Rechtswissenschaft der Universität Tübingen

1. Manual of sources and Literature of modern European history of Private Law (Volumes 1-3).
2. Examination of the historical perspective of all European countries from a point of view of comparative law from 1100-1914.
3. Manual
4. The manual contains the most important sources for the development of legal teaching for scientific literature, for legislation and for jurisprudence, as well as sources concerning supporting literature. The sources are classified and analysed. The manual is thus intended to give a survey of the very rich number of sources to show common points and differences and to form a basis for comparative research work in the field of European history of private law.
5. Max-Planck-Institute for European History of Law, Freiherr-vom-Stein-Strasse 7, D-6 Frankfurt/Main.
6. See publicity folder by C.H. BECK, Munich. Contributors all work at the Max Planck Institute for European History of Private Law and can be reached at the address of the Institute.
- 7.
8. 1964-1966
9. 1979
10. Volume I 1973
Volume II 1977
Volume III in preparation
11. Verlag C.H. Beck, D-8 Munich .
12. Dr. Heinz MOHNHAUPT, Scientific employee at the Max-Planck-Institute for European History of Law, Freiherr-vom-Stein-Strasse 7, D-6 Frankfurt/Main.

FED. REP. OF GERMANY

1. State trade monopolies in the Common Market after the transitional period.
2. European law, German, French and Italian law.
3. Doctoral thesis, carried out at the Faculty of Law of the University of Tübingen (Prof. Oppermann).
4. A survey of the factual and legal problems which are connected with and follow from the obligation to transform State trade monopolies according to Article 37 EEC Treaty. A comparative study of the State trade monopolies existing in Germany, France and Italy and of the jurisprudence of the European Court of Justice concerning Article 37. Consequences thereof, in particular a theoretical examination of the duty of transformation in connection with Article 30 et seq., 90 EEC Treaty.
- 5.
6. Dr. jur. Klaus Nöll, Friedrichstrasse 51,
D-4790 Paderborn
- 7.
8. April 1974
9. December 1976
10. May/June 1977
11. Verlag Duncker & Humblot,
Dietrich-Schäfer-Weg 9,
1000 Berlin 30.
12. Dr. jur. Klaus Nöll, Friedrichstrasse 51,
D-4790 Paderborn.

1. a. The principle of justification of administrative acts
b. Greece and the European idea; condition of an adhesion of Greece to the Common Market
2. a. Greek, German, European law.
b. Greek, European law.
3. Doctoral thesis, research under the direction of the author's professor
4. a. Theoretical and comparative study of the principle of justification of administrative acts in Greek, German and European law (Article 190 EEC Treaty).
b. A comparative study on the principles of ancient Greek law and those of the European Community one one side, and of constitutional rules of Greece and those of the European States and in particular of Germany in the field of transmission of sovereign rights to the European Community on the other side, and finally a theoretical discussion on conditions of Article 237 of the EEC Treaty concerning Greece.
5. Chair of Professor Dr. jur. Thomas Oppermann, Burgholzweg 122, Universitätsstadt 74, Tübingen, Federal Republic of Germany.
6. Pelagios K. Stavridis, Heuberger-Torweg 15, 74, Tübingen, Federal Republic of Germany.
- 7.
8. 1975
- 9.
- 10.
11. See No. 12
12. Pelagios K. Stavridis, Barrister at the High Court of Athens, Member of TFIERV.

IRELAND

1. Dismissal of Private Employees - A comparative study of Irish and British Law.
2. Irish and British: Common Law
Statute Law
Constitutional Law (Ireland)
3. Doctoral Thesis
4. General: Comparative exposition of the law in Ireland and Britain concerning dismissal in private employment ("Britain" refers to England and Wales but not Scotland). Reflections on Law and Power. Analysis in relation to dismissals of role of common law; of regulatory legislation of the Constitution in Ireland. Attempt to draw borderline between legislation and collective bargaining. Discussion of proprietas in employment.

Specific: Collective Bargaining; Statute law in Ireland and Britain; Wrongful Dismissal; Irish Constitution; Remedies.
5. The Law Faculty, University College Dublin, (National University of Ireland).
6. Ms. Mary REDMOND-MATHEWS
The Law Faculty,
University College Dublin,
Dublin 4 - IRELAND.
- 7.
8. October 1976
9. October 1978
10. Early 1979
11. That given at 6 above.
12. Ms. Mary Redmond-Mathews.

(29)

ITALIE

1. La protection des actionnaires minoritaires des sociétés filiales.
2. Italie, France, Belgique, Allemagne, Angleterre
3. recherche
4. étude des moyens de protection existentes, réglementation des groupes de sociétés et protection des minoritaires.
5. Istituto "A. Sraffa" - Università "L. Bocconi" - Milano, Via Sarfatti 25, Italie.
6. Dott.ssa Paola BALZARINI
Via Istria 3 - VERBANIA - Italie
- 7.
8. novembre 1974
9. novembre 1978
- 10.
- 11.
12. Prof. Ariberto MIGNOLI,
Professeur de Droit Commercial à l'Université
"Bocconi" de Milan.

(30)

ITALIE

1. La société anonyme européenne
2. Droits nationaux des pays C.E.E. et comparaison avec droit U.S.A.
- 3.
- 4.
5. Faculté de Droit, Université Bari
(P. CESARE BATTISTI).
6. Lelio Barbiera
P. Umberto, 26
Bari (ITALIE).
- 7.
- 8.
- 9.
- 10.
- 11.
12. Prof. Extr. Lelio BARBIERA
Università, Bari, Italie.

(31)
ITALIE

1. Qui est défendeur aux actions possessoires
2. Italien, français, allemand, avec références au droit anglais
3. livre
4. L'auteur nous fait voir qui est défendeur aux actions possessoires tantôt le sujet de qui a porté atteinte à la possession, tantôt le sujet de qui se trouve en conflit avec le possesseur au moment du procès. Il met en évidence la distribution de ces deux solutions dans les différents systèmes.
5. Istituto Sraffa - Università Bocconi - Milano.
6. Prof. Antonio GAMBARO
Via Francesco Sforza 43, Milano, Italie.
- 7.
8. 1976
9. 1979
10. 1979
11. L'éditeur n'a pas encore été choisi
12. Rodolfo Sacco, Professore di diritto privato comparato, Facoltà giuridica dell'Università di Torino.

1. Valeur actuelle de la catégorie des "droits réels"
2. Italien, français, allemand
3. livre.
4. L'auteur se pose la question de savoir si la catégorie des "droits réels" est encore utilisée au moment présent. Il trouve qu'elle est en train de perdre son importance en France, et de la garder en Allemagne et en Italie.
5. Facoltà giuridica dell'Università di Pavia, Italie.
6. Attilio GUARNERI
Via Platina 56, Cremona, Italie.
- 7.
8. 1975
9. 1980
10. 1980
11. L'éditeur n'a pas encore été choisi.
12. Rodolfo Sacco, Professore di diritto privato comparato, Facoltà giuridica dell'Università di Torino.

1. L'utilisation de l'acte nul
2. Italien, français, allemand, anglais
3. Livre
4. L'auteur analyse les différents hypothèse où un acte nul produit l'effet visé par les parties en vertu de l'exécution. Il retrouve cette utilisation de l'acte nul dans le "abstrakter Erfüllungsakt" allemand, dans le don manuel, l'exécution de l'obligation naturelle, le paiement de l'enjeu, etc.
5. Istituto Sraffa - Università Bocconi - Milano
6. Dott. Alba NEGRI
1 corso regio Parco, Torino, Italie.
- 7.
8. 1974
9. 1980
10. 1980
11. L'éditeur n'a pas encore été choisi
12. Rodolfo Sacco,
Professore di diritto privato comparato,
Facoltà giuridica dell'Università di Torino.

(34)

ITALIE

1. Le transfert de la propriété par acte entre vifs
2. Italien, français, allemand, anglais
3. Livre
4. L'auteur fait voir que les différentes techniques envisagées pour le transfert de la propriété (abstrakter Erfüllungsakt, contrat consensuel cause, conveyance etc.) se ressemblent entre eux, au point de vue opérationnel, bien plus qu'ils en ont l'air en égard aux définitions.
5. Istituto giuridico dell'Università di Torino
6. Rodolfo Sacco,
corso re Umberto, 57, Torino, Italie.
7. Une aide a été demandée au: Conseil de L'Europe
8. 1977
9. 1979
10. 1979
11. L'éditeur n'a pas encore été choisi
12. Rudolfo Sacco
professeur de droit privé comparé à l'Université de Turin.

1. L'héritier apparant
2. Italien, français, belge, avec références aux droits allemand et anglais
3. Thèse de "laurea"
4. L'auteur fait voir comment le problème n'est pas toujours réglé par la loi, des sources extralégales pouvant jouer ici un rôle essentiel.
5. Faculté de droit de l'Université de Turin
6. Marina Borello Volkhart
- 7.
8. 1977
9. 1979
10. Le dépôt officiel sera fait près des Archives de l'Université de Torino.
11. Archives de l'Université de Torino.
12. Rodolfo Sacco,
Professeur à la faculté de droit de Turin.

1. Joint Ventures
2. Droit (Américain), Allemand, Néerlandais
3. Thèse de doctorat
Résumé en anglais
4. Analyse de la structure, des relations internes et
garanties à l'égard des intérêts des tiers relatifs
au phénomène dite "joint venture" (filiale commune).
5. Katholieke Hogeschool Tilburg
Hogescholleen 225 - Tilburg - Pays Bas.
- 6.
- 7.
- 8.
- 9.
- 10.
- 11.
12. Dr. M.J.G.C. Raaijmakers.

1. Différents aspects du Droit des groupes d'entreprises.
2. Droit Allemand, Français, (Européen - Société Européenne) Néerlandais.
3. Thèse de doctorat
Résumé en allemand et en français
4. Analyse de la structure, des relations internes et des garanties à l'égard des intérêts des tiers relatifs au phénomène du groupe d'entreprises (concern).
5. Rijksuniversiteit Utrecht
Utrecht
Pays Bas.
- 6.
- 7.
- 8.
- 9.
- 10.
- 11.
12. Dr. W. K. Franken

THE NETHERLANDS

1. Maintenance between (ex-)spouses in private international law
2. Netherlands, France, Fed. Rep. Germany, German Dem. Rep., England.
3. Doctoral thesis
4. Jurisdiction, applicable law, foreign judgments.

Detailed description of the Netherlands law, followed by a global survey of the above mentioned foreign laws, concluded by a critical review of the Netherlands law.

5. Centre for Foreign Law and Private International Law, University of Amsterdam, O. Z. Achterburgwal 217-219, Amsterdam, The Netherlands.
6. Mr. A. G. J. J. Haandrikman
Van Heuven Goedhartlaan 554
1181 LN AMSTELVEEN
The Netherlands.
- 7.
8. 1.1.1977
9. 1979
10. 1979
11. see no. 6.
12. Mr. A.G.J.J. Haandrikman

1. The law of collective agreement in vol. 14 of the International Encyclopaedia of Comparative Law
2. United Kingdom, France, Federal Republic of Germany, Sweden, Belgium
3. Research under contract
4. Analysis of typical solutions in different legal systems, an attempt at defining workable solutions to a number of problems which are the characteristics of the modern industrialised society.
5. Max-Planck Institut
Hamburg, Germany
6. Professor Folke Schmidt
Faculty of Law
University of Stockholm
Fack
S 10405 Stockholm
7. Under the auspices of the International Association of Legal Science
8. 1969
9. 1978
10. 1978
11. J.C.B. Mohr
Tübingen, Federal Republic of Germany
12. Professor Folke Schmidt
See No. 6.

SWEDEN

1. Discrimination and Employment Law
2. United Kingdom, France, Federal Republic of Germany, Italy, Sweden and the United States.
- 3.
4. Six Law professors from six countries have constituted the Comparative Labour Law Group, attempting at comparative studies within the field of labour law. Earlier two projects have been carried through Labour Courts and Grievance Settlement in Western Europe (B. Aaron ed.), Los Angeles 1971. Industrial Conflict, A Comparative Legal Survey (B. Aaron and K. W. Wedderburn eds.), London 1972. In the present study, the author has been assigned a chapter on discrimination based on sex.
- 5.
6. Professor Benjamin Aaron
Institute of Industrial Relations
University of California
Los Angeles, Calif. 90024 U.S.A.

Professor Xavier Blanc-Jouvan
70, rue d'Assas
F 75006 Paris, France.

Professor Gino Giugni
Via Ronciglione, 5
I 00191 Rome, Italy.

Professor Thilo Ramm
D 6300 Giessen
Alfred-Bock Strasse, 51
Fed. Rep. of Germany.

Professor Folke Schmidt
Faculty of Law
University of Stockholm
Fack
S 10405 Stockholm, Sweden.

Professor K. M. Wedderburn
The London School of Economics
Houghton Street,
London WC2A 2AE, England.

(40)

SWEDEN

7.

8. 1974

9. 1977

10. 1977

11.

12. Professor Folke Schmidt
See No. 5.

(41)

SUISSE

1. Le trust et le droit suisse
2. Royaume-Uni, Etats-Unis, Suisse
3. Thèse de doctorat
4. Etude du trust au sens du droit anglais et américain, comparaison du trust et des droits réels du droit suisse; le trust en droit international privé anglais et américain; les questions de droit international privé que pose le trust en Suisse.
5. Université de Fribourg, Faculté de droit et des sciences économiques et sociales, Section juridique.
6. Dominique DREYER, Pérolles 3, 1700 Fribourg/Suisse
Ambassade de Suisse, Pékin.
- 7.
8. 1971
9. 1977
10. 1977 ou 1978
11. Bibliothèque cantonale et universitaire,
Fribourg/Suisse.
12. Professeur Alfred E. von Overbeck, 14 route
Fort-St-Jacques, 1700 Fribourg, Suisse.

1. La Suisse et la Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.
2. Droit suisse et le droit de tous les Etats communautaires.
3. Recherche dans le cadre des activités du Département de droit international privé de la Faculté de Droit de l'Université de Genève.
4. Analyse du mécanisme général de la Convention et de l'interprétation de ses dispositions par la Cour de justice des Communautés européennes et les tribunaux nationaux. Examen de la question d'une éventuelle adhésion de la Suisse à la Convention.
5. Département de droit international privé, Faculté de Droit de Genève, Place de l'Université, CH-1211 GENEVE 4.
5. Andreas Bucher
Chargé de recherches
6, ch. du Champ-d'Anier
CH-1209 GENEVE.
- 7.
8. 1976
9. 1978
10. Il n'a pas encore été décidé d'envisager une publication.
- 11.
12. Andreas Bucher
Chargé de recherches.

(43)

SUISSE

1. La notion de l'invention en droit européen et en droit suisse.
2. Suisse - France - Grande Bretagne - Allemagne - Italie - Pays Bas.
3. Thèse de doctorat
- 4.
5. M. le Professeur J. VOYAUME
Faculté de Droit
Rue Cité-Devant, 2
1005 Lausanne,
Suisse.
6. M. Dominique BURNIER
Ch. de la Chaumière 14,
1010 Lausanne
Suisse.
- 7.
8. décembre 1975
9. Hiver 1978
- 10.
- 11.
12. D. Burnier - Lic. en droit -
Assistant de M. le Professeur J. Voyaume.

(44)
SUISSE

1. Le droit d'auteur dans les professions théâtrales
2. Suisse - France - Italie - République fédérale
d'Allemagne - Roumanie
3. Thèse de doctorat
- 4.
5. M. le Professeur J. VOYAUME
Faculté de Droit
Rue Cité-Devant, 2
1005 Lausanne,
Suisse.
6. Mlle Anca VIZDEI
Av. du Mont d'Or,
1007 Lausanne
Suisse.
- 7.
8. Printemps 1977
- 9.
- 10.
- 11.
12. D. Burnier - Lic. en droit -
Assistant de M. le Professeur J. Voyaume.

(45)

SUISSE

1. L'activité inventive et la nouveauté en droit européen et en droit suisse.
2. Suisse - France - Grande Bretagne - Allemagne - Italie - Pays Bas.
3. Thèse de doctorat
- 4.
5. M. le Professeur J. VOYAUME
Faculté de Droit
Rue Cité-Devant, 2
1005 Lausanne,
Suisse.
6. M. Antoine SCHEUCHZER
Claire Forêt C
1092 Belmont
Suisse.
- 7.
8. octobre 1974
9. été 1978
- 10.
- 11.
12. D. Burnier - Lic. en droit -
Assistant de M. le Professeur J. Voyaume.

(46)
SUISSE

1. La licence obligatoire en matière de brevet d'invention.
2. Etude de droit comparé (environ 50 pays).
3. Thèse de doctorat
- 4.
5. M. le Professeur J. VOYAUME
Faculté de Droit
Rue Cité-Devant, 2
1005 Lausanne,
Suisse.
6. M. Jean Marc SALAMOLARD
Kirchenfeldstrasse 41
3000 Berne
Suisse.
- 7.
8. Année 1972
9. Automne 1977
- 10.
- 11.
12. D. Burnier - Lic. en droit -
Assistant de M. le Professeur J. Voyaume.

(47)
SUISSE

1. La protection internationale des caractères
typographiques
- 2.
3. Thèse de doctorat
- 4.
5. M. le Professeur J. VOYAUME
Faculté de Droit
Rue Cité-Devant, 2
1005 Lausanne,
Suisse.
6. M. Kaloyan STOYANOV
Bellevue, 2
1005 Lausanne
Suisse.
- 7.
8. novembre 1975
- 9.
- 10.
- 11.
12. D. Burnier - Lic. en Droit -
Assistant de M. le Professeur J. Voyaume.

(48)

SUISSE

1. Les licences légales et obligatoires en matière de brevets, en Suisse et dans les pays de la CEE.
2. Suisse - les pays des CEE.
3. Thèse de doctorat
- 4.
5. M. le Professeur J. VOYAUME
Faculté de Droit
Rue Cité-Devant, 2
1005 Lausanne,
Suisse.
6. Mlle Anne-Claude DUPRAZ
Avenue Rosemont 17
1110 Morges
Suisse.
- 7.
8. Automne 1974
- 9.
- 10.
- 11.
12. D. Burnier - Lic. en Droit -
Assistant de M. le Professeur J. Voyaume.

(49)
TURKEY

1. Negligence and "middle fault" in traffic accidents.
2. Turkish law, German law and Swiss law.
3. Essay.
4. I. Concept of "Negligence" and Its Types
II. The Role and Effect of Negligence on the Liability of the Holder of Motor Vehicle (Motorfahrzeughalter)
III. The Role and Effect of Negligence on the Exoneration of Liability
IV. Concept of "Middle Negligence" (faute moyenne) and Its Effects on the Liability of the Holder of Motor Vehicle
- 5.
6. Prof. Dr. Ergun Özsunay
Professor of Civil Law and Comparative Law
Institute of Comparative Law
Hukuk Fakültesi,
Üniversite,
Istanbul, Turkey.
- 7.
- 8.
9. Completed in March 1977
10. It will be published in the "Review of the Bar of Istanbul".
11. Bar of Istanbul
İstikâl Cad.,
Tünel,
Istanbul,
Turkey.
- 12.

1. Legal Status of Physical Persons.
2. Turkish law, German law, French law, Swiss law, English law, socialist legislations and nordic solutions.
3. Text-book
4. Para. 1. Principles of the Law of Persons
 2. Concept of Person and its Types
 3. Beginning of Personality
 4. Capacity to have rights and duties
 5. Capacity to exercise rights (problems of the age of majority, lowering of the age of majority, etc.)
 6. Kinship and its Types
 7. Domicile and its Types
 8. The Values of the "Person", "Right of Personality" and Their Protection
 9. Name of Person (especially new legal developments about the name of married women)
 10. Termination of "Personality" (definitions of death, problems of transplantation etc.)
 11. Registration of the Status of Persons.
- 5.
6. Dr. Ergun Ozsunay
Professor of Civil Law and Comparative Law,
Institute of Comparative Law
Hukuk Fakültesi,
Universite,
Istanbul, Turkey.
- 7.
8. The second edition of this work was published in 1974 in Istanbul.
9. Published.
10. January 1977
11. Faculty of Law (No. 499)
University of Istanbul (No. 2198)
12. Faculty of Law or Institute of Comparative Law

TURKEY

1. Application of Provisions of Agency (Auftrag) on "Pure Fiduciary Transactions" (reine fiduziarische Rechtsgeschäfte).
2. Turkish law, German law, Swiss law and Common law.
3. Essay
4. I. Concept of "Fiduciary Transaction" and the Types of "Pure Fiduciary Transactions"
II. The Structure of "Fiduciary Transactions" (fiduziarische Rechtsgeschäfte)
III. The Provisions of Agency in the Turkish Code of Obligations which may be applied to the Internal and External Relations in the Pure Fiduciary Transactions
- 5.
6. Prof. Dr. Ergun Ozeunay
Professor of Civil Law and Comparative Law
Institute of Comparative Law
Hukuk Fakültesi,
Universite,
Istanbul, Turkey.
- 7.
- 8.
9. Published
10. Published in January 1977
11. Publication of the Institute of Comparative Law: "Problems on Representation and Agency", (Symposium: June 14-16, 1976), Istanbul, 1977.
12. Faculty of Law (No. 524)
University of Istanbul (No. 2290).

1. Products Liability
2. English law, American law, French law, Italian law, Swiss/Turkish laws, German law, EEC and Council of Europe.
3. Research
4. A. Introduction:
 - I. Importance of the Problem; II. The Development of the Products Liability; III. Special Enactments on the Products Liability;B. Types of Defects for Which the Manufacturer is Liable:
 1. Defects of Construction; 2. Manufacturing Defects; 3. Insufficient Instruction; 4. Liability for "Entwicklungsgefahr";C. Contractual Liability of Manufacturer:
 - I. Anglo/American Legal Sphere: 1. English Law; 2. American Law; II. French Legal Sphere: 1. French law; 2. Italian law; III. German Legal Sphere: 1. German law; 2. Austrian law; 3. Swiss law; 4. Turkish law; IV.D. Tort Liability of Manufacturer:
 - I. Anglo/American Legal Sphere; II. French Legal Sphere; III. German Legal Sphere;E. New Developments and "de lege ferenda" Proposals in the Field of Products Liability.
- 5.
6. Dr. Ergun Özsunay
Professor of Civil Law and Comparative Law
Institute of Comparative Law
University,
Istanbul, Turkey
- 7.
8. 1976
9. Completed

(52)

TURKEY

10. It will be published with other essays in a work by the Association of Insurance Law (Turkish National Group of A.I.D.A.).

11. A.I.D.A. Sigorta Hukuku Türk Derneği
Cebeci
Ankara
Turkey.

12.

1. Concentration et Répartition de la fortune Privée en Grande Bretagne et évolution des modes de taxation.
2. Droits de succession et de donation dans le droit fiscal anglais, méthode d'imposition des capitaux.
3. Recherche à réaliser pour la British Academy et la Wolfson Foundation (Londres 1976).
4. Méthodes d'étude du degré de concentration du patrimoine privé et évolution en Grande Bretagne:
Problématique des disparités de fortune et méthodes de taxation des transmissions entre vifs ou mortis causa.
Relations entre les résultats des études patrimoniales et les réformes de l'impôt successoral depuis 1894.
5. British Academy, Burlington House, Piccadilly, London W1V 0NS, Angleterre.
6. HAY Jean-Loup
Assistant à l'Université de Nice et au
Centre d'Etudes Fiscales Internationales
20, rue Delille
06000 NICE, France.
7. Wolfson Foundation (U.K.)
8. Novembre 1976
9. Mars 1977
10. Avril-Mai 1977
11. Voir no. 6
12. Voir no. 6

1. Comparison between the administrative laws of England and France
2. English Law
French Law
3. Preparation of a new edition of an existing monograph
4. A new (the third) edition of a monograph first published in 1967 (2nd edition 1973) and entitled "French Administrative Law", being a comparative study of that subject from the standpoint of English administrative law.
- 5.
6. Professor L. NEVILLE BROWN, Faculty of Law,
University of Birmingham, Birmingham, B15 2TT,
England.

Professor J. F. GARNER, Department of Law,
University of Nottingham, England.
- 7.
8. 1976
9. 1978
10. 1979
11. Butterworths Limited,
88 Kingsway, London WC2B 6AB,
England.
12. L. NEVILLE BROWN
Professor of Comparative Law,
University of Birmingham.

1. A survey of the legislation relating to competition in the U.K., EEC and West Germany, with special reference to mergers.
2. U.K. law, German law and Community law.
3. Doctoral thesis - Ph.D.
4. The work will include a general outline of the legislative framework of competition policy, an analysis of the functions exercised by the respective enforcement agencies, an examination of a relevant merger case in each of the three systems, and an appraisal of these systems in the light of national and community economic policies generally.
5. Centre of European Governmental Studies,
Old College, South Bridge, Edinburgh EH8 9YL,
Scotland.
6. Mrs. E. J. C. Emslie (née Carstairs),
Centre of European Governmental Studies,
Old College,
South Bridge, Edinburgh EH8 9YL,
Scotland.
- 7.
8. 1st October 1972
9. 30th September 1977
- 10.
- 11.
12. Professor J.D.B. Mitchell,
Centre of European Governmental Studies,
Old College, South Bridge,
Edinburgh, EH8 9YL, Scotland.

1. The Advocate General of the Court of Justice of the European Communities and the development of the public law of the Communities
2. Community law, French Administrative law and British law
3. Doctoral thesis - Ph.D.
4. A study through the decided Cases of the influence and role of such Officers of the Court.
5. Centre of European Governmental Studies, Old College, South Bridge, Edinburgh EH8 9YL, Scotland.
6. Mr. A. Barav,
Centre of European Governmental Studies, Old College,
South Bridge, Edinburgh, EH8 9YL, Scotland
- 7.
8. October 1973
9. September 1977
- 10.
- 11.
12. Professor J. D. B. Mitchell,
Centre of European Governmental Studies, Old College,
South Bridge, Edinburgh, EH8 9YL, Scotland.

1. Regional policy and regionalisation in the European Communities
2. U.K. law, Belgian law and French law.
3. Doctoral thesis - Ph.D.
4. Analysis and study of the effectiveness in broad terms of techniques in regard to regional policy.
5. Centre of European Governmental Studies, Old College, South Bridge, Edinburgh EH8 9YL, Scotland.
6. Stefan Schepers,
Centre of European Governmental Studies, Old College, South Bridge, Edinburgh EH8 9YL, Scotland.
- 7.
8. October 1973
9. September 1977
- 10.
- 11.
12. Professor J. D. B. Mitchell,
Centre of European Governmental Studies, Old College, South Bridge, Edinburgh EH8 9YL, Scotland.

1. Disposal of U.K. offshore oil and gas in view of Community Law.
2. U.K. law, Dutch law, French law and Community law.
3. Doctoral thesis - Ph.D.
4. Study of the potential restrictions on the free movement of U.K. offshore oil and gas and the application of Art. 34 (EEC) on quantitative restrictions and measures having equivalent effect on exports.
5. Centre of European Governmental Studies, Old College, South Bridge, Edinburgh EH8 9YL, Scotland.
6. Miss G. Versteegh,
Centre of European Governmental Studies, Old College,
South Bridge, Edinburgh EH8 9YL, Scotland.
- 7.
8. October 1973
9. September 1977
- 10.
- 11.
12. Professor J. D. B. Mitchell,
Centre of European Governmental Studies, Old College,
South Bridge, Edinburgh EH8 9YL, Scotland.

1. The harmonisation of indirect taxation in the European Community
2. U.K. law and the laws of other Member States of the Communities.
3. Degree of M.Phil.
4. A study of the progress and proposed measures towards the harmonisation of indirect taxation in the EEC with an analysis of the objectives, effects and resulting problems, examining in particular the consequences in the United Kingdom.
5. Centre of European Governmental Studies, Old College, South Bridge, Edinburgh EH8 9YL, Scotland.
6. Mr. A. J. Nuttall,
Centre of European Governmental Studies, Old College, South Bridge, Edinburgh EH' 9YL, Scotland.
- 7.
8. October 1974
9. September 1977
- 10.
- 11.
12. Professor J. D. B. Mitchell
Centre of European Governmental Studies, Old College, South Bridge, Edinburgh EH8 9YL, Scotland.

1. Tortious Liability for Economic Loss:
A Comparative Study.
2. English, French, German.
3. Doctoral Thesis
4. An examination of the principles and practice of the
law of the three countries concerning tortious liability
for economic loss which is not directly consequential
upon personal injury or upon damage to the victim's
property.
5. University of Cambridge, Faculty of Law, Cambridge.
6. E. K. Bankas, Churchill College
University of Cambridge.
- 7.
8. 1 October 1974
9. December 1977
- 10.
- 11.
12. Professor J. A. Jolowiz
University of Cambridge, Cambridge.

1. Legal Protection of Individuals in the European Communities
2. Community Law and laws of Member States
3. Book
4. The purpose of the book is, first , to examine the position of the individual in the law of the European Communities, i.e., the way in which, and the extent to which, he is affected by the substantive provisions of that law; and, secondly, to ascertain whether he enjoys adequate legal protection in respect of his substantive rights and obligations through the system of remedies made available to him at both Community and national level.
5. The Law School, University of Strathclyde, Stenhouse Building, 173 Cathedral Street, Glasgow, G4 ORQ, Scotland.
6. Dr. A. G. Toth,
The Law School, University of Strathclyde,
Stenhouse Building, 173 Cathedral Street,
Glasgow, G4 ORQ, Scotland.
- 7.
8. 1975
9. Completed
10. 1977
11. North-Holland Publishing Company
335 Jan van Galenstraat, P.O. Box 103,
Amsterdam W., The Netherlands.
12. Dr. A. G. Toth,
Senior Lecturer in Law.

1. The conflicts between considerations of taxation and competition law which influence the corporate structure of foreign based business
2. United Kingdom, France and Germany.
3. Essay submitted for the degree of Master of Laws in European Legal Studies.
4. A study of the way in which the choice of corporate structure of an enterprise i.e. as between subsidiaries, branches and divisions, and non-integrated licensees and distributors, is influenced by considerations on the one hand of national and Community competition law and on the other hand by national taxation law and international tax conventions. The areas where these considerations coincide and conflict. The study to be based on the existing published literature but up-dated to take account of the most recent changes in the competition and tax laws of the three states mentioned.
5. Centre for European Legal Studies, Faculty of Law, University of Exeter.
6. Miss Pamela Clemo, LL.B.
Pendennis, Alexandra Road,
Penzance, Cornwall.
- 7.
8. 1977
9. 1977/8
10. Not to be published
- 11.
12. D.L. Perrott, LL.B., B.C.L., Senior Lecturer in Law, Faculty of Law, University of Exeter, United Kingdom.

UNITED KINGDOM

1. A Comparative Study of the Electoral Laws with particular reference to Direct Elections to the European Parliament.
2. Ireland, Federal Republic of Germany and Great Britain.
3. Essay submitted for the degree of Master of Laws in European Legal Studies.
3. A comparative study of three systems of national electoral laws from the point of view of their relevance to Direct Elections to the European Parliament.
5. Centre for European Legal Studies, Faculty of Law, University of Exeter
6. Mr. T. Frazer, LL.B.,
7 The Drive, Alwoodley,
Leeds, LS17 7QB.
- 7.
8. 1976
9. Completed February 1977
10. Not to be published
- 11.
12. Prof. J. W. Bridge, LL.B., LL.M., Ph.D.,
Professor of Public Law, Faculty of Law,
University of Exeter.

UNITED KINGDOM

1. Conflicting attitudes towards industrial democracy and their relative effect on proposals for harmonisation within the EEC.
2. France, Federal Republic of Germany, Netherlands and United Kingdom.
3. Essay submitted for the degree of Master of Laws in European Legal Studies.
4. Survey of industrial democracy and co-determination in the four chosen states both at works and at managerial/board of directors level. Comparison of relevant aspects with the proposed 5th directive on company law and of attitudes expressed in the Commission "Green Paper". Survey of attitudes towards reform in this area expressed in the United Kingdom prior to the Bullock Report.
5. Centre for European Legal Studies, Faculty of Law, University of Exeter.
6. Miss Linda Skinner, B.A.,
61 Speer Road,
Thames Ditton, Surrey.
- 7.
8. 1976
9. Completed February 1977
10. Not to be published
- 11.
12. D. G. Powles, LL.B., LL.M.,
Lecturer in Law, University of Exeter.

1. The Comparative Study of European Legal Systems
2. Germany and England.
3. Private Research
4. Research into the problems of comparing total legal systems in their social, economic and political context and the production of courses and teaching materials relevant to the appreciation of national legal systems as a unity and their relationship to the society in which they operate.
5. Law School, University of Warwick, Coventry, Warwicks., England.
6. Professor G. P. Wilson
- 7.
8. October 1975
9. Ongoing
- 10.
- 11.
12. Professor G. P. Wilson.

1. Complaints against the Police in the United Kingdom
2. Police Act 1976 and other European countries
3. Nuffield Foundation Social Science Small Grant Scheme
4. The research aims to monitor the initial effects of the changes in the complaints procedure introduced by the Police Act 1976, procedures for complaining against police officers in European countries will also be examined.
5. Leicester Polytechnic, School of Law, Leicester, England.
6. Dr. K. V. RUSSELL,
School of Law,
Leicester Polytechnic,
Scraptoft, Leicester.
7. Nuffield Foundation
8. June 1 1977
9. May 31 1978
10. Report
11. Dr. K. V. RUSSELL
12. Dr. K. V. Russell, Senior Lecturer,
Leicester Polytechnic School of Law.

PART II

2^{ème} PARTIE

ALPHABETICAL INDEX

INDEX ALPHABETIQUE

ALPHABETICAL INDEX FOR RESEARCH

REPORTS IN ENGLISH

Administrative law	(23) (54)
Agency	(51)
Advocate general	(56)
Collective agreement	(39)
Collective bargaining	(28)
Competition	(55)
Competition law	(62)
Complains against Police	(66)
Court of Justice (EEC)	(56)
Customs duties	(24)
Discrimination	(40)
Dismissal of private employees	(28)
Disposal of gas	(58)
Disposal of offshore oil	(58)
Disposal of old cars	(19)
Economic Loss	(60)
Electoral laws	(63)
Employment	(40)
European legal systems	(65)
Fiduciary transactions	(51)
Foreign based business	(62)
History of private law	(25)
Immovable property	(21)
Indirect taxation	(59)
Industrial democracy	(64)
Joint ventures	(36)
Justification of administrative acts	(27)
Labour law	(40)
Maintenance between ex-spouses	(38)
Mergers	(55)
Middle fault	(49)
Middle level	(20)
Negligence	(49)
Legal protection of individuals	(61)
Personality	(50)
Physical persons	(50)
Placement proceedings	(18)
Pollution	(19)
Products liability	(52)
Public administration	(20)

Real estate mortgage	(16)
Regional policy	(57)
Regionalisation	(20) (57)
Retribution to victims of violence	(22)
Social security	(1)
Spanish criminal procedure	(15)
State trade monopolies	(26)
Tortious liability	(60)
Traffic accidents	(49)
Trial	(15)
Victims of violence	(22)
Wrongful dismissal	(28)

INDEX ALPHABETIQUE POUR LES RAPPORTS

DE RECHERCHE EN FRANCAIS

Acte nul	(33)
Actionnaires externes	(8)
Actionnaires minoritaires	(29)
Actions possessoires	(31)
Activité inventive	(45)
Agence commerciale	(7)
Agents commerciaux	(6) (7)
Autorité parentale	(2)
Concentrations d'entreprises	(9)
Concentration de la fortune privée	(53)
Compétence judiciaire	(42)
Concern	(37)
Concession d'exclusivité	(7)
Criminologie	(12)
Droit d'auteur	(44)
Droit fiscal international	(14)
Droits réels	(32)
Egalité des actionnaires	(9)
Evasion fiscale	(14)
Execution des décisions	(42)
Faillite	(17)
Filiale commune	(36)
Groupes des sociétés	(8) (37)
Héritier apparent	(35)
Imposition des capitaux	(10) (53)
Impôt personnel	(10)
Impôt réel	(10)
Impôt sur le revenu	(14)
Impôt sur les sociétés	(14)
Invention	(43) (45)
Liberté	(5)
Licence obligatoire (brevets)	(46) (48)
Mineurs	(2)
Nouveauté	(45)
Obligation naturelle	(33)
Paiement de l'enjeu	(33)
Politique foncière des villes	(13)
Privilèges des salariés	(17)
Professions théâtrales	(44)
Protection internationale des caractères typographiques	(47)

Règlement judiciaire	(17)
Regroupement communal	(11)
Répartition de la fortune privée	(53)
Représentants salarié	(6)
Représentation commerciale	(6)
Sociétés	(2)
Société anonyme	(30)
Société européenne	(37)
Sociétés filiales	(29)
Substances d'origine humaine	(4)
Sûreté	(5)
Taxe sur la valeur ajoutée	(14)
Transfert de la propriété	(34)
Transfusion sanguine	(4)
Trust	(41)
Tutelle de mineurs	(2) (3)

END